

Qu'est-ce que la lutte contre la radicalisation ?

1

S

La lutte contre le terrorisme est l'affaire des « professionnels de la sécurité » [2]

[2] D. Bigo, *Police en Réseaux*, Presses de Sciences Po, ... (services de renseignement, police, procureurs et juges), les politiques de prévention du terrorisme cherchent à mobiliser plus largement la société pour contrecarrer les processus de « radicalisation ». Le postulat qui les sous-tend, suivant lequel il serait possible de détecter et de contrer ce processus, soulève une série d'interrogations : qu'est-ce qui conduit certains individus à se radicaliser ? Comment détecter leur radicalisation ? Et comment inverser le processus ? Différentes réponses ont été apportées à ces questions, conduisant à des politiques de lutte contre la radicalisation aux orientations contrastées.

2

La première approche, que l'on peut qualifier de sociale et communautaire, a été adoptée par le gouvernement travailliste britannique de 2006 à 2010, qui s'inspirait de celle expérimentée aux Pays-Bas dès le début des années 2000. Dans cette approche, la radicalisation trouve ses racines dans un sentiment d'exclusion lié aux inégalités et aux discriminations dont souffrent les communautés musulmanes dans leur ensemble. Sa prévention passe donc par des politiques sociales, ainsi que diverses mesures visant à combattre ce sentiment d'exclusion, à promouvoir le dialogue intercommunautaire et

l'expression des voix communautaires modérées (notamment celles de représentants religieux), et établir des partenariats entre la police et les communautés [3]BeginNoIndex

[3] P. Thomas, Responding to the Threat of Violent Extremism,... EndNoIndex. Cette approche a fait l'objet de vives critiques, venant aussi bien des conservateurs que des communautés musulmanes [4]BeginNoIndex

[4] Voir notamment HM Government, Report to the Home Secretary... EndNoIndex : pour les premiers, elle accorderait trop de crédit aux organisations radicales et financerait des programmes sociaux sans lien avec l'antiterrorisme. Pour les secondes, elle serait stigmatisante, faisant porter le soupçon non sur des individus mais sur une communauté entière.

3

À l'exception des Pays-Bas, qui maintiennent des mesures relevant de cette approche, les politiques de lutte contre la radicalisation mises en œuvre dans la plupart des pays européens s'inscrivent désormais dans une toute autre perspective, abordant la radicalisation sous l'angle idéologique. L'enjeu devient alors de bloquer la diffusion d'idéologies jugées extrémistes dans les espaces publics et numériques, en visant indifféremment « l'extrémisme violent » et « non-violent ». Simultanément, des récits alternatifs (appelés aussi « contre-narratifs », en suivant le terme anglo-saxon) qui s'opposent aux discours extrémistes sont diffusés pour ramener à la raison les jeunes candidats au *jihad*, dans une logique que certains qualifient de « contre-propagande » [5]BeginNoIndex

[5] Voir par exemple les vidéos estampillées « Ministère... EndNoIndex.

4

Enfin et plus récemment, des dispositifs d'identification et de suivi individuel ont été mis en place, en direction des personnes présentant un « risque de radicalisation ». Amsterdam a ouvert

la voie en 2004 avec son *Information Foyers Radicalisation*, suivi quelques années plus tard par le dispositif *Channel* au Royaume-Uni, et le numéro vert *Radicalisation* français en 2014.

Mobilisant des policiers, des éducateurs sociaux et des psychologues, ces dispositifs centralisent les signalements, évaluent pour chaque cas signalé le risque de radicalisation et définissent des protocoles de suivi individualisé.

field: Inter1Des politiques inefficacesfield:

5

Ces politiques qui s'accompagnent d'une importante communication gouvernementale ont pu rassurer une partie du public et des familles qu'effrayait l'éventualité d'une future attaque ou le départ d'un enfant en Syrie. On ne dispose cependant d'aucune étude ou évaluation qui permettrait de juger de leur bien-fondé ou de leurs effets. La croissance continue du flux de combattant.e.s étranger.e.s en Syrie, malgré les mesures prises pour empêcher les voyages dans un sens ou dans un autre et les annonces régulières d'attentats déjoués laissent néanmoins planer des doutes quant à l'efficacité de ces politiques de lutte contre la radicalisation. Pire encore, si l'on considère leur impact sur les communautés musulmanes dans leur ensemble l'échec est patent. Les résultats de nos recherches convergent avec toutes celles qui ont été réalisées sur le sujet : les musulman.e.s européen.ne.s se sont rarement senti.e.s aussi stigmatisé.e.s et exclu.e.s qu'aujourd'hui. Parce qu'elles contribuent à la stigmatisation et à l'aliénation des communautés musulmanes, les actions de lutte contre la radicalisation qui se déploient dans les mosquées, les écoles et les prisons sont au mieux inefficaces, au pire contreproductives.

6

Les mosquées, cibles privilégiées de la contre-radicalisation au Royaume-Uni, en France et aux Pays-Bas – sans parler des États-

Unis – sont devenues des espaces d’anxiété. Au cours d’entretiens, des imams et des fidèles de ces lieux de culte nous ont fait part de leur peur de l’infiltration et de la surveillance policière. Les responsables des mosquées craignent tellement d’être perçus comme étant à la tête de lieux où s’expriment les idées extrêmes qu’ils vont parfois au-delà de ce qui est attendu d’eux [6]BeginNoIndex

[6] S. Jouanneau, Les Imams en France : Une autorité religieuse... EndNoIndex à l’image de la mosquée centrale de Birmingham qui diffuse en *streaming* tout ce qui se dit en son sein.

7

Les écoles aussi ont été enrôlées. Au Royaume-Uni tout le corps enseignant, y compris celui des écoles primaires, est désormais tenu de signaler les élèves présentant des signes de radicalisation (signalements qui ont concerné plus de 400 élèves de moins de dix ans [7]BeginNoIndex

[7] S. Kotecha, « More than 400 children under 10 referred... EndNoIndex). La France n’est pas en reste, comme on l’a vu après les attaques de *Charlie Hebdo*. On se souvient encore de cet écolier niçois de huit ans entendu par la police pour apologie du terrorisme après avoir refusé de respecter la minute de silence dans sa classe.

8

Enfin, les prisons, qui sont régulièrement présentées comme les « foyers » de la radicalisation, sont désormais chargées d’identifier et de surveiller les individus radicalisés. Placés en première ligne, les surveillant.e.s pénitentiaires s’interrogent sur ce qu’ils doivent faire, d’autant plus que les critères de radicalisation définis par leur administration changent quasiment chaque année. En Grande-Bretagne une pression croissante s’exerce sur les imams pour qu’ils développent des programmes de lutte contre la radicalisation dans les prisons et participent à l’effort de renseignement, au risque de perdre la

confiance des prisonniers et de rendre leur parole inaudible par ces derniers.

field: Inter1Deux formes de « pensée magique » : la prédiction du futur et le désenvoûtementfield:

9

L'efficacité limitée de la lutte contre la radicalisation n'est pas très surprenante tant ses fondements apparaissent fragiles, renvoyant à deux figures classiques de la « pensée magique » : croyance dans la possibilité de prédire l'avenir et dans les possibilités de désenvoûtement [8]BeginNoIndex

[8] Sur les liens entre les politiques de lutte contre...

EndNoIndex.

10

La radicalisation peut-elle être détectée, identifiée et contrée sur la base de signes précurseurs ? Y a-t-il des radicaux « en puissance » que l'on pourrait, à l'aide des bons outils, détecter avant qu'ils ne basculent dans le terrorisme ? La réponse est positive pour les porteurs des politiques de lutte contre la radicalisation, qui semblent croire que la collecte et le traitement d'indices permettraient une détection anticipée des processus de radicalisation. C'est au nom de cette croyance que des pans entiers de la société civile (représentants communautaires, imams, enseignant.e.s, éducateurs sociaux...) sont enrôlé.e.s dans le travail de renseignement, pour identifier et signaler les individus à risque. Pourtant, comme le montrent les travaux de John Horgan qui a travaillé sur les parcours de dizaines d'anciens terroristes, de multiples variables entrent en jeu dans les processus de radicalisation (trajectoire personnelle, expérience de l'exclusion et des discriminations, rencontres et interactions sociales, structure des opportunités politiques),

dont les combinaisons demeurent imprévisibles. Il n'y a aucun moyen de prévoir ou anticiper le fait qu'un.e individu deviendra ou non un.e terroriste. Pour le dire plus simplement : nous ne vivons pas dans le monde de *Minority Report* [9]BeginNoIndex

[9] Ph. K. Dick, *Minority Report*, Gallimard, 2002.

EndNoIndex. Les dispositifs de lutte contre la radicalisation semblent pourtant plus inspirés par la science-fiction que par les sciences sociales. Ils s'appuient sur des grilles d'évaluation des risques qui se concentrent sur des signes et signaux, dont l'interprétation laisse place à toutes les subjectivités et ouvre ainsi la porte aux stéréotypes et à la discrimination.

11

La pensée magique est aussi présente lorsque la radicalisation est analysée comme une forme « d'envoûtement » idéologique. L'État Islamique serait parvenu, par sa maîtrise des réseaux sociaux, à « retourner » ses adeptes. Chercher à trouver des explications sociologiques voire politiques au passage à la violence serait dès lors inutile (voire moralement injustifiable selon Manuel Valls, pour lequel « expliquer le djihadisme, c'est déjà vouloir un peu excuser »). Plutôt que de chercher à comprendre, il faut « désenvoûter ». De fait, c'est ce que propose le Centre de Prévention contre les Dérives Sectaires liées à l'Islam (CPDSI) de Dounia Bouzar, dont les programmes de « déradicalisation » proposent, par exemple, des séances de « traitement » au cours desquelles les patient.e.s sont invité.e.s à penser aux « moments heureux de leur enfance », selon le témoignage horrifié d'une travailleuse sociale expérimentée qui y a assisté. C'est aussi ce que cherchent à faire les vidéos diffusées pour dissuader les jeunes candidat.e.s au *jihad* en révélant ce qui les attend en Syrie. Comme si la « contre-propagande » des Etats occidentaux allait désenvoûter ceux que la propagande de l'Etat islamique a envoûtés.

12

L'expérience des professionnel.le.s de la jeunesse et des années de recherches en sciences sociales sur la violence politique montrent pourtant que les explications sociales et politiques sont cruciales et qu'il est faux de penser qu'il ne s'agit que d'idéologie [10]BeginNoIndex

[10] F. Burgat, "Réponse à Olivier Roy : les non-dits de... EndNoIndex. Nous avons tous lu les actualités sur ces aspirant.e.s djihadistes arrêté.e.s à la frontière en possession du livre *L'Islam pour les Nuls* : l'idéologie religieuse, utilisée pour justifier les actions ex-post, est souvent mal maîtrisée.

Nombreuses sont les personnes qui partent dans l'espoir de trouver une solution simple au problème complexe de leur marginalisation et de leur exclusion, d'autres partent par conviction. Dans un registre plus théorique, les travaux de Charles Tilly et Donatella Della Porta [11]BeginNoIndex

[11] Voir C. Tilly, *From Mobilization to Revolution*, University... EndNoIndex montrent bien que la frustration, tout comme l'idéologie, sont bien entendu importants, mais ils ne représentent que deux parmi un ensemble plus grand de facteurs permettant d'expliquer la violence politique. La pièce manquante de ces analyses, ce sont en effet les « structures mobilisatrices » : les réseaux, personnes, organisations ou autres « structures des opportunités politiques », ainsi que le « moment propice » lors duquel certaines actions politiques deviennent soudain légitimes et envisageables. Ainsi, les théories de la violence politique nous obligent à regarder plus loin que de simples frustrations et idéologies, pour considérer la mobilisation des réseaux et les trajectoires personnelles des « radicalisés ».

field: Inter1
Détourner et trahir la confiance

13

On pourrait sourire de ces politiques fondées sur une pensée magique, si elles n'avaient pas des conséquences désastreuses. Car la lutte contre la radicalisation conduit surtout à l'introduction d'une logique de suspicion destructrice dans des sphères sociales qui ont besoin de relations de confiance pour fonctionner.

14

Dans ses travaux sur l'Etat, Bourdieu explique métaphoriquement que celui-ci agit des deux mains : la main droite punit, pendant que la gauche reconforte et pourvoit au bien-être de la société [12]BeginNoIndex

[12] P. Bourdieu, Sur l'Etat. Cours au collège de France,... EndNoIndex. Les États modernes ont développé les fonctions de cette main gauche, tout en faisant en sorte qu'elle possède une certaine autonomie vis-à-vis de la main droite. Pour être menées à bien, les tâches de l'une et de l'autre ne peuvent être confondues : le travail de la main droite – c'est-à-dire dans notre cas celui de l'agent de renseignement, du policier, du procureur, du garde-frontière – procède d'une relation de méfiance envers le public. Si un.e policier n'est pas méfiant.e, il ne fait pas son travail comme il faut. À l'inverse, le travail de la main gauche ne peut se déployer sans relation de confiance. Les étudiant.e.s doivent avoir suffisamment confiance en leurs enseignant.e.s pour pouvoir faire des erreurs, explorer de nouvelles idées – y compris des idées politiques. Les fidèles doivent avoir suffisamment confiance en leur prêtre ou imam pour se confier à lui et lui demander conseil. Les jeunes en difficulté doivent avoir confiance en leurs éducateurs.trices pour partager leurs problèmes et leurs interrogations. Comme l'avait théorisé Simmel, la confiance est la magie sociale qui rend les sociétés possibles, et les relations de confiance ne peuvent perdurer en

tant que telles que si leur autonomie est préservée [13]BeginNoIndex

[13] G. Simmel, Philosophie de l'argent, PUF, 2014.

EndNoIndex.

15

C'est cette magie sociale que la lutte contre la radicalisation met en péril. Car ses projets visent précisément à mettre la main gauche au service de la main droite, pour que celle-ci puisse faire usage – d'autres diraient « détourne » – des rapports de confiance sur lesquels se fondent le travail des services éducatifs, sociaux et de santé. On demande aux médecins, aux infirmiers.ères, aux enseignant.e.s, aux travailleurs.euses sociaux.les, de mettre les rapports de confiance qu'ils entretiennent avec leurs patient.e.s, leurs étudiant.e.s ou leurs client.e.s au service de la lutte contre la radicalisation. On demande aux représentant.e.s communautaires et religieux.ses d'utiliser la confiance que les membres des communautés placent en eux pour les surveiller et les signaler. On demande enfin aux familles, et aux mères en particulier, de mettre à profit les liens de confiance avec leurs enfants pour identifier de potentiels terroristes. En un mot, on instille une logique de surveillance dans l'ensemble du corps social.

16

De toute évidence, la lutte contre la radicalisation est une fausse route pour la prévention du terrorisme. Que faire alors pour contrer une menace bien réelle et les peurs légitimes qu'elle suscite ?

17

Tout d'abord, il faut renoncer à certaines croyances, notamment celle suivant laquelle on pourrait prévoir le futur. Tout comme on ne peut prédire qui deviendra un.e violeur.euse ou un assassin, on ne peut pas prévoir qui deviendra un.e terroriste. Plutôt que de chercher à identifier tous les individus présentant

des indices de « risque » de radicalisation, il semble surtout nécessaire d'améliorer la surveillance des individus et réseaux connus pour leur engagement dans la violence politique. C'était le cas de toutes les personnes impliquées dans les derniers attentats en date (à Woolwich, Boston, Paris, Copenhague et Bruxelles), qui étaient connues des services de renseignement. Plutôt que de désigner une communauté entière comme suspecte [14]BeginNoIndex

[14] Sur la constitution des musulmans comme "communauté... EndNoIndex, d'inciter à la délation et de demander à la société civile de faire un travail de police, il est urgent d'interroger les manquements des services de renseignement, dont le fonctionnement doit pouvoir faire l'objet d'un débat démocratique.

18

Ensuite, il faut mettre fin au plus vite au mélange des genres. Arrêter de demander à la main gauche de faire le travail de main droite. Il faut laisser l'antiterrorisme aux policiers, agents de renseignement et aux juges d'un côté ; et le travail d'éducation, d'assistance et d'insertion aux instituteurs.trices, aux professeur.e.s, éducateurs.trices et aux travailleurs.euses sociaux de l'autre côté. Bien sûr, dans certains cas, la main gauche doit s'effacer derrière la main droite. Mais les gouvernements doivent faire suffisamment confiance aux professionnel.le.s de la santé, de l'éducation et du travail social, ainsi qu'aux représentant.e.s religieux.euses et communautaires pour les laisser travailler de manière autonome, sans les soumettre à une logique de surveillance et de suspicion qui sape les fondements de leur engagement. Ce n'est qu'ainsi que l'on trouvera une solution durable aux problèmes à la fois de la violence politique et des discriminations.

FIN CORPS DEBUT PARTIESANN

BeginNoIndex

Notes

EndNoIndex

BeginNoIndex

[*]

EndNoIndex

Chercheur en relations internationales, Université de Leiden et CERI (Sciences Po Paris).

BeginNoIndex

[1]

EndNoIndex

Voir par exemple L. Bonelli, D. Bigo, et T. Deltombe, *Au nom du 11 septembre... : les démocraties à l'épreuve de l'antiterrorisme*, La Découverte, 2008.

BeginNoIndex

[2]

EndNoIndex

D. Bigo, *Police en Réseaux*, Presses de Sciences Po, 1996.

BeginNoIndex

[3]

EndNoIndex

P. Thomas, *Responding to the Threat of Violent Extremism*, Bloomsbury Academic, Londres, 2012.

BeginNoIndex

[4]

EndNoIndex

Voir notamment HM Government, *Report to the Home Secretary of Independent Oversight of Prevent Review and Strategy*, HM Government, 2011.

BeginNoIndex

[5]

EndNoIndex

Voir par exemple les vidéos estampillées « Ministère de l'Intérieur » de la page stopjihadisme.fr, ou celles du personnage Youtube

« Abdullah-X » <https://www.youtube.com/user/abdullahx>

BeginNoIndex

[6]

EndNoIndex

S. Jouanneau, *Les Imams en France : Une autorité religieuse sous contrôle*, Agone, 2013.

BeginNoIndex

[7]

EndNoIndex

S. Kotecha, « More than 400 children under 10 referred for “deradicalisation” », *BBC News*, janvier 2016.

BeginNoIndex

[8]

EndNoIndex

Sur les liens entre les politiques de lutte contre la radicalisation et les formes de la pensée magique, voir aussi : C. Heath-Kelly, “Can We Laugh Yet? Reading Post-9/11 Counterterrorism Policy as Magical Realism and Opening a Third-Space of Resistance.” *European Journal on Criminal Policy and Research*, 18(4), 2012.

BeginNoIndex

[9]

EndNoIndex

Ph. K. Dick, *Minority Report*, Gallimard, 2002.

BeginNoIndex

[10]

EndNoIndex

F. Burgat, “Réponse à Olivier Roy : les non-dits de « l’islamisation de la radicalité »”, *Rue 89 / Nouvel Obs*, décembre 2015.

BeginNoIndex

[11]

EndNoIndex

Voir C. Tilly, *From Mobilization to Revolution*, University of Michigan, 1978 et D. Della Porta, *Clandestine Political Violence*, Cambridge University Press, 2013.

BeginNoIndex

[12]

EndNoIndex

P. Bourdieu, *Sur l'Etat. Cours au collège de France, Raisons d'agir/Seuil*, 2012.

BeginNoIndex

[13]

EndNoIndex

G. Simmel, *Philosophie de l'argent*, PUF, 2014.

BeginNoIndex

[14]

EndNoIndex

Sur la constitution des musulmans comme "communauté suspecte" par les politiques anti-terroristes, voir A. Kundnani, *The Muslims Are Coming*, Verso Books, 2015.

FIN PARTIESANN DEBUT ABSTRACT

BeginNoIndex

Résumé

EndNoIndex

BeginNoIndex

Français

EndNoIndex

field: ResumeLes attentats qui ont touché les villes occidentales au cours des douze dernières années (Madrid, Londres, Oslo, Boston, Toulouse, Bruxelles, Copenhague et maintenant Paris) nous effraient d'autant plus que leurs auteur.e.s ne viennent pas de l'étranger mais sont issu.e.s de nos propres sociétés. À cette peur s'en ajoute une autre pour un nombre croissant de parents, qui craignent que leur fils ou leur fille ne disparaisse un jour pour réapparaître en Syrie où 5000 à 6000 combattants européens ont, d'après les estimations, rejoint les rangs d'un groupe armé. Enfin, la peur d'être rejeté se diffuse au sein des minorités musulmanes confrontées à la suspicion du groupe majoritaire et, de façon

croissante, à la stigmatisation et aux discriminations de la part d'institutions telles que les médias, l'école ou la police qui sont censées garantir leur information, leur éducation et leur sécurité. Répondant à ces peurs, les gouvernements européens ont renforcé et durci l'arsenal de la lutte contre le terrorisme : extension de la surveillance, pénalisation d'un nombre croissant d'activités (dont les déplacements vers la Syrie) intégrées dans une définition élargie du terrorisme, renforcement des contrôles aux frontières, instauration de mesures d'exception dans le droit pénal, etc. [1]BeginNoIndexEndNoIndex. La politique antiterroriste ne se réduit cependant pas à ce volet répressif. S'y ajoute un volet préventif, souvent qualifié de « lutte contre la radicalisation », que Francesco Ragazzi interroge ici : quels sont les fondements de cette forme soft d'antiterrorisme qui se déploie depuis une dizaine d'années un peu partout en Europe ? Les mesures mises en œuvre ont-elles produit les effets recherchés ? Leurs effets pervers ne devraient-ils pas conduire à envisager d'autres approches ?

field:
FIN ABSTRACT BeginNoIndex DEBUT PLAN

Plan de l'article

Qu'est-ce que la lutte contre la radicalisation ?

Des politiques inefficaces

Deux formes de « pensée magique » : la prédiction du futur et le désenvoûtement

Détourner et trahir la confiance

FIN PLAN EndNoIndex

FIN DU CONTENU DE L'ARTICLE

Pour citer cet article

Ragazzi Francesco, « La lutte contre la radicalisation ou deux formes de la pensée magique », *Mouvements*, 4/2016 (n° 88), p. 151-158.

URL : <http://www.cairn.info/revue-mouvements-2016-4-page-151.htm>

DOI : 10.3917/mouv.088.0151